

Les raisons de Marikana : la crise des mines de platine en Afrique du Sud

lundi 27 mai 2013, par [BOND Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2013).

Sommaire

- [Société-État-syndicat « de \(...\) »](#)
- [Le COSATU, Malema, Ramaphosa](#)
- [Reconstruire à partir de \(...\) »](#)
- [Révolution, volte face et \(...\) »](#)
- [Conclusion](#)

Lorsqu'un parti au pouvoir dans un pays africain sombre dans les profondeurs en autorisant ses forces de police à servir le capital multinational dominé par les Blancs en tuant des douzaines de travailleurs noirs pour mettre fin rapidement à une grève, cela marque un tournant politique. Au-delà de la simple évidente négation des droits de l'homme et du droit du travail, l'incident est de nature à produire une profonde révision de l'analyse politique car il révèle clairement le profond désespoir de la classe dominante constatant la complicité établie entre le capitalisme noir de Cyril Ramaphosa, en collaboration avec une entreprise minière londonienne (Lonmin), et les ministres des affaires minières et de l'intérieur, constatant aussi la brutalité des procureurs d'État qui ont accusé de crime les victimes, « le syndicalisme de connivence » de la plus en plus impopulaire Union nationale des travailleurs de la mine (National Union of Mineworkers, NUM), et la fragilité du Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Union, COSATU), partagé entre les partisans de Zuma et Ramaphosa et ceux qui ont au cœur les intérêts des travailleurs. Les positions se sont rapidement durcies et celles des coupables sont devenues défensives. Très peu dans la société, avec parmi eux d'anciens apparatchiks de l'ANC, qui avaient commencé à remettre en cause les tactiques de la classe politiquement dominante, ont tiré les rudes leçons de la dégénérescence morale d'un mouvement de libération que le monde entier avait soutenu pendant des décennies.

Le lieu du conflit était la ceinture des mines de platine. L'Afrique du Sud détient 80 % des réserves mondiales de platine. Cette ceinture s'étend sur un arc partant de l'ouest de la mégalopole de dix millions d'habitants de Johannesburg-Pretoria, et remonte vers la frontière du Zimbabwe. Cette région contient également d'importantes réserves d'or et de charbon, et les neuf firmes minières opérant principalement dans cette région ont enregistré 4,5 milliards de dollars de profit en 2011 pour leurs opérations en Afrique du Sud. Dans ce contexte, il y a six faits fondamentaux à prendre en considération pour comprendre ce qui s'est produit à Marikana, à 100 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, aux environs de 4 heures de l'après-midi, le 16 août :

- le département de la police provinciale, soutenu par le renfort de commandos spéciaux de la police nationale a donné l'ordre à plusieurs milliers de mineurs grévistes, des opérateurs travaillant au forage des galeries, de quitter une colline où ils s'étaient réunis comme ils avaient l'habitude de le faire depuis 4 jours, encerclant les travailleurs avec des fils de fer barbelés et lançant des gaz lacrymogènes ;
- la colline se trouvait à plus d'un kilomètre de la mine de l'entreprise Lonmin, les mineurs

n'empêchaient pas les activités minières de celle-ci, pas plus qu'ils ne gênaient ses accès, et, bien ils étaient en grève « sauvage » (donc non « protégés » par le droit), ils bénéficiaient d'un droit de réunion, garanti par la Constitution ;

- lorsqu'ils quittèrent la colline, 34 travailleurs avaient été tués et 78 autres souffraient de blessures par balles, toutes tirées par la police, certains restant estropiés à vie. 16 d'entre eux ont été abattus alors qu'ils fuyaient par un passage étroit laissé libre dans la clôture et les 18 autres furent assassinés dans un champ et une petite hauteur situés à proximité où ils avaient fui ;
- aucun policier n'a été blessé au cours de l'opération bien qu'il semble qu'un seul mineur, muni d'un pistolet, ait fait feu au moment où il entrait dans l'étroit passage, et que plusieurs policiers ont tenté de se couvrir maladroitement en déposant grossièrement des armes à côté des corps de plusieurs hommes après leur mort ;
- 270 travailleurs de la mine ont été arrêtés au cours de la journée. Au cours du week end suivant, des procureurs d'État accusèrent ces hommes du meurtre de leurs collègues (au titre de l'obscur doctrine du « dessein partagé » en matière de responsabilité collective, datant de l'ère de l'apartheid). Il s'en suivit une volte face embarrassée du procureur national après que la société ait montré sa plus profonde réprobation ;
- la police n'a pris aucune mesure apparente pour rétablir la discipline au sein de ses troupes au cours des mois suivants, si ce n'est lorsque des photographies de la scène du massacre révélèrent que des armes avaient été mises à côté des cadavres des mineurs. En effet, la police a établi une surveillance étroite et permanente de Marikana pour intimider les militants mobilisés autour du massacre. Cela a conduit à un tir mortel, « avec des balles en caoutchouc un samedi matin », contre une conseillère locale (du parti majoritaire) qui avait pris fait et cause pour les mineurs et les communautés locales.

Les détails sur les tenants et aboutissements du massacre ne furent pas révélés par la plupart des médias dominants, empêtrés par les déclarations de la police (ne reconnaissant pas à ce moment l'existence de la « tuerie du monticule ») et de ses comptes rendus officiels qui ont créé un « rideau de fumée », comme l'a reconnu le précédent ministre en charge du renseignement, Ronnie Kasrils [1]. Le résultat en fut la stigmatisation des mineurs. Ce ne fut que quelques jours plus tard que le chercheur Peter Alexander et son équipe de recherche de la Commission « September Imbizo » de l'Université de Johannesburg et le reporter Greg Marinovich du *Daily Maverick* découvrirent d'autres tirs [2]. La plupart des journalistes firent confiance aux sources officielles, spécialement à la police et à l'Autorité nationale d'accusation, même lorsqu'ils furent discrédités par leur mensonge persistant.

L'influence de ces médias donnait l'impression que la police faisait l'objet de « violentes attaques » de la part d'individus irrationnels, drogués et potentiellement meurtriers, venus des régions rurales du Pondoland dans la province de l'Eastern Cape, aussi bien que du Lesotho et du Mozambique, qui utilisaient des « muti » (venus de la médecine traditionnelle) pour se garder des balles. De nombreux communiqués de presse et même l'organe officiel du Parti communiste d'Afrique du Sud (SACP) font référence aux croyances pré capitalistes des travailleurs, par exemple : « Une croyance magique suivant laquelle les balles se transforment en eau si vous avez mis en œuvre « l'intelezi » est encore partagée par une partie de la classe ouvrière » [3], pour tenter d'expliquer pourquoi les mineurs avaient pu charger la police, dans le passage de 5 mètres de large laissé entre les barbelés, avec leurs lances primitive et leurs gourdins. Le chroniqueur du *Business Day* a émis l'opinion que les grévistes « furent convaincus, quelques jours plus tôt, que, s'ils enduisaient de quelque poudre noire des coupures faites sur leurs fronts, ils deviendraient invincibles. Ce qui n'est pas nécessairement important » [4].

Bien que les faits restent encore confus, il semble bien plus vraisemblable que, lorsque la première petite douzaine de mineurs est entrée en courant dans le passage et a vu la police alignée, ces mineurs se soient rangés de côté le long de la clôture plutôt que se diriger directement vers les policiers lourdement armés, bien qu'il soit assez clair que l'un de ces travailleurs ait fait feu avec un (unique) pistolet. La police affirme que six revolvers furent retrouvés aux mains des mineurs morts, blessés ou arrêtés, mais ceci fut remis en question par l'évidence d'un maquillage systématique de la scène du crime - les policiers ont placé des armes près des corps en plusieurs endroits, après le massacre - parce que les policiers ont remis par erreur des photographies prises avant et après l'événement à la demande de la Commission Farlam que Zula avait chargé d'enquêter sur le massacre.

Un autre événement antérieur au massacre reste également confus. Il se rapporte aux meurtres de six travailleurs, de deux agents de sécurité et de deux policiers, intervenus à l'occasion d'une marche organisée, le 11 août, par les travailleurs en grève contre la NUM, accusée de brader les intérêts des travailleurs, qui avait été accueillie par des coups de feu attribués aux officiels de la NUM. La tension est montée de plusieurs crans et, lorsque les agents de sécurité et les policiers ont été tués, apparemment par plusieurs des mineurs de Marikana, une aspiration à la vengeance s'est développée ; un montage macabre de leurs collègues assassinés a circulé parmi les policiers en service le 16 août. De même, plus tard, l'assassinat de délégués de la NUM a encore fait monter la tension. Cependant il doit être rappelé qu'il n'y a là rien de bien nouveau. Les violences liées aux grèves, plus tôt dans l'année, chez Lonmin et dans les autres grandes mines de platine, ont fait de nombreuses victimes parmi les travailleurs. 50 meurtres ont été commis, six mois plus tôt, chez Implats, la seconde firme mondiale dans l'exploitation du platine, lorsque 17 000 mineurs furent licenciés, avant que l'employeur ne concède des augmentations de salaire.

L'Afrique du Sud en a beaucoup appris sur le désespoir des travailleurs au cours des jours suivants car expliquer la force du militantisme des travailleurs de Lonmin impose de comprendre leurs conditions de travail et de vie. L'opérateur type travaillant au forage reçoit un salaire net de l'ordre de 511 dollars par mois, accompagné par une prime de logement de 204 dollars par mois qui dispense Lonmin et les autres employeurs de devoir entretenir des logements pour travailleurs migrants. Le plus grand nombre de ces travailleurs viennent du Pondoland dans la province de l'Eastern Cape, du Lesotho et du Mozambique ; ainsi nombre d'entre eux doivent faire vivre deux ménages, ayant des familles à aider à la fois dans des habitats urbains et ruraux. À la même période le changement structurel dans les mines a brouillé la distinction entre le délégué syndical et le contremaître, ceci amenant les responsables locaux de la NUM à conclure des arrangements corporatistes confortables avec les entreprises minières. Mais le contrôle des travailleurs est une autre affaire et la NUM se trouva en concurrence avec un nouveau syndicat constitué par des dissidents sortis de ses propres rangs, l'association des syndicats des mines et du bâtiment (Association of Mining and Construction Union, AMCU).

En effet, les dizaines de milliers de travailleurs qui ensuite lancèrent des grèves sauvages, dans les provinces du Northwest, de Limpopo, du Free State, de Mpumalanga, du Northern Cape et de Gauteng, n'ont pas agi ainsi sous un ciel serein. Ils ont commencé par quitter en masse la NUM, en raison de sa réputation grandissante d'être un syndicat de connivence, pour adhérer à l'ACMU, ce que fit le plus grand nombre à partir de 2011. Ces travailleurs avaient participé à différents types d'actions centrées sur le travail ou des revendications communautaires au cours des années précédentes, alors que la hausse de 350 % du prix du métal au cours du boom de 2002-08 rendait les principales compagnies, AngloPlats, Implats et Lonmin extrêmement prospères sans que celles-ci n'en verse une miette à leur main d'œuvre semi prolétarisée. C'est ainsi que 3000 opérateurs travaillant au forage pour Lonmin demandèrent une hausse globale portant leurs rémunérations à 1420 dollars par mois. Ils se sont battus pendant plus d'un mois (trois semaines après le massacre)

et ont finalement obtenu une augmentation de 22 % de l'ensemble de leurs rémunérations, ce qui a déclenché en retour une vague de grèves sauvages dans la région puis dans les autres parties du pays, de septembre à novembre. Des actions revendicatives similaires sont ainsi apparues dans le transport routier, le secteur automobile, chez les employés municipaux et dans d'autres secteurs.

Mais, comme pour une importante proportion de Sud-africains ordinaires, cette période était celle d'un endettement extrême des ménages. Il est devenu rapidement clair que les travailleurs de Marikana n'étaient pas seulement victime d'une exploitation dans leur travail, mais également d'une surexploitation à travers des relations de débiteurs à créanciers desquels, comme le remarquait Milford Bateman, « *En Afrique du Sud, nous avons peut-être tout juste commencé à être les témoins d'un des plus épouvantables désastres causés par le micro-crédit* » [5]. Cette exaspération est le résultat d'un abus légal, entrepris par le même groupe des Afrikaners males et blancs, constitué comme un bloc disposant d'un pouvoir de classe, de race et de genre, qui avaient été les bénéficiaires de l'apartheid au cours des années précédentes et dans les mêmes endroits. Des prêts de micro finance supportant des taux d'intérêt exceptionnellement élevés ont été proposés aux mineurs par des institutions qui adoptaient des comportements de requins, en ayant des arrangements avec des banques reconnues, l'une d'elles (Ubank) étant même détenue en copropriété par la NUM et une autre (Capitec) étant en totalité aux mains de puissants patrons de l'ANC. La charge extrêmement élevée des intérêts, spécialement lorsque les arriérés s'accumulent, fut l'une des plus fortes pressions subies qui obligèrent les travailleurs à demander des salaires plus élevés.

En tant que phénomène politico-économique, celui-ci ne fut pas inattendu car le passage à des relations économiques libérales en 1994 a transformé le système de pouvoir exercé à partir d'un contrôle direct et coercitif sur les sphères du travail (spécialement de l'immigration venue des Bantoustans dirigés par des dictateurs amis) et d'un pouvoir sociopolitique en un système de coercition indirecte reposant sur la finance et la loi. Le système organisé d'immigration et l'évolution des relations de travail dans ces mines n'ont pas amélioré les conditions de vie socio-économique des travailleurs, compte tenu du fardeau grandissant de la dette. En 2012, ceci a fait tomber « *en tout lieu de 10 à 15 % de la main d'œuvre sous le coup d'un ordre de saisie* » pour contraindre à un remboursement, suivant Malcolm Rees du MoneyWeb [6]. Les salaires, pris comme une part du revenu total, sont passés de 55,9 % du total en 1994 à 50,6 % en 2010, ce qui équivaut à un transfert de 17 milliards de dollars [7]. De plus, une plus grande inégalité entre les revenus salariaux a également contribué à l'accroissement du coefficient de Gini au cours de la même période. Une réaction de la classe laborieuse fut de se tourner vers l'endettement pour faire face à l'augmentation de ses dépenses de consommation. Ayant rapidement augmenté jusqu'à 4,96 milliards de dollars à la fin de 2007, la charge des impayés sur des crédits non hypothécaires, enregistrés par l'organe national de régulation du crédit, s'est élevée jusqu'à 13,75 milliards en mars 2012 [8]. C'était une charge énorme car, suivant Rees : « *les informations du MoneyWeb signalent qu'au moins 40 % du revenu mensuel des travailleurs sud africains sont consacrés au remboursement des dettes* » [9].

Encore que, comme le pensent de nombreuses personnes, aucun conflit capital-travail, impliquant les entreprises minières et les financiers n'aurait pu prendre l'ampleur de la situation sociale explosive de Marikana, s'il n'y avait eu le genre de relations qui se sont établies entre l'État, le parti majoritaire, les élites syndicales et les principales entreprises minières. Au cours des 20 années précédentes ces relations confortables, même si elles ont rendu une certaine légitimité à des compagnies de très faible moralité qui engagent régulièrement des actions de casse des ouvriers, ont apparemment irrité les travailleurs ordinaires, faisant croître leur capacité de résistance à de si hauts niveaux.

Société-État-syndicat « de connivence »

Lonmin fut pendant longtemps dirigé par Tiny Rowland, un homme si vénal que sa compagnie anglo-rhodésienne fut désignée comme montrant « l'aspect inacceptable du capitalisme » par le premier ministre britannique Edward Heath en 1973, juste après une affaire qui avait révélé sa nature corrompue et sa tyrannie. Rowland est mort en 1998, 5 ans après avoir perdu le contrôle de sa compagnie, en raison des liens qu'il avait noué avec le dictateur libyen Mohamar Kadhafi. L'image de Lonmin fut restaurée, son slogan « d'intégrité, d'honnêteté et de fiabilité » orne les panneaux d'affichage de Marikana, et, en 2010, son *Rapport en matière de développement durable* fut jugé excellent par Ernst et Young. Lonmin a même figuré sur le site de la Banque mondiale au titre d'un exemple type de partenariat financier international en matière « *d'investissement stratégique au profit d'une communauté* », principalement en raison d'un engagement de la Banque à hauteur de 150 millions de dollars sous forme d'obligations et de crédit. (Exactement deux semaines après le massacre, le nouveau président de la Banque, Jim Yong Kim, est venu en visite officielle à Pretoria et Johannesburg. De manière frappante, il négligea de citer son investissement avec Lonmin près de Marikana et, à la place, fit l'éloge d'un accord de partenariat financier international conclu avec une petite firme d'impression et de routage qui prospérait à partir d'appels d'offre publics [10]).

Lonmin a pu reprendre confiance lorsque la Banque mondiale a soutenu sa stratégie d'investissement communautaire au point de pouvoir presque ignorer la dégradation des logements branlants édifiés à proximité de Nkaneng. Le manque d'eau courante, de sanitaires, de drainage des eaux pluviales, d'électricité, d'écoles, de cliniques et de tout autre aménagement qui faisait de Nkaneng un lieu de résidence pour le repos des travailleurs aussi inhospitalier qu'aucun autre en Afrique du Sud. Alors l'approche de Lonmin pour traiter des conflits est devenue significative. Au lieu de construire des logements d'entreprise décentes pour les travailleurs migrants, elle se reporta sur le versement d'une allocation de logement inadéquate. L'essentiel de cette allocation s'est simplement ajouté au salaire épargné pour financer les transferts vers les familles restées dans leurs régions d'origine, rendant Nkaneng à peu près inhabitable. Les liens entre migrants et familles dans le pays d'origine ont été maintenus, bien que le nombre de personnes à la charge de chaque mineur ait augmenté. Suivant l'expert Gavin Hartford, ce nombre ne serait pas négligeable : de 8 à 15 personnes à la charge d'un seul mineur [11].

Le succès de la campagne de relations publiques, menée par Lonmin a donné confiance à ses dirigeants au point de les amener à penser que l'usage abusif de travailleurs migrants mal payés, sur une longue période pourrait continuer, avec l'aide de la NUM. Ce syndicat était devenu tellement privilégié que les délégués avaient la réputation d'être payé trois fois plus que les travailleurs ordinaires. Le secrétaire général de la NUM, Frans Baleni, gagnait 160 000 dollars par an et a connu une certaine notoriété lorsqu'il conseilla à Lonmin de licencier les 9000 mineurs (aussi de Marikana) de sa mine de Karee qui avaient entrepris une grève sauvage à la fin de 2011. Comme l'a souligné son ancien adjoint, Archie Palane : « *Il est absolument choquant, complètement inacceptable, qu'un syndicat puisse conseiller à un employeur de licencier des travailleurs. Quelques soient les points de désaccord ou quoi qu'aient fait ces travailleurs, cela ne devrait jamais arriver. Cela donne l'impression que vous ne vous occupez pas d'eux. Comment pouvez-vous espérer que ceux-ci puissent vous faire confiance lorsque vous les représentez dans une négociation ?* ». De ces 9000 licenciés, 7000 furent réembauchés, mais ils quittèrent la NUM et rejoignirent le syndicat rival AMCU. Un autre résultat fut que, dans l'entreprise voisine, Implats, sur les 28 000 travailleurs qu'elle employait, la proportion d'adhérents à la NUM est passé de 70 % à la fin 2011 à 13 % en septembre 2012.

Du côté de l'écologie, toute la ceinture des mines de platine contribue à accroître la toxicité et surtout la pollution, au point que l'indice de performance environnementale de l'Afrique du Sud, au

début de 2012, a décru jusqu'à rejoindre les 5 plus mauvais de la liste de 133 pays recensés par les chercheurs des Universités de Columbia et de Yale [12]. La prolifique contribution à la pollution du complexe énergétique et minier, incluant les mines de charbon qui alimentent des centrales thermiques fournissant l'énergie utilisée par les mines fortement consommatrices d'électricité, est principalement mise en cause. Dans ce contexte, Lonmin a pu considérer que sa propre œuvre de destruction de l'air, de l'eau, de l'agriculture et autres écosystèmes restait mineure dans un lieu où la pollution s'était généralisée.

De plus, les responsables des exécutifs de la province du Nord-ouest et de la municipalité de Rustenburg sont fortement soupçonnés de corruption. Très révélateur est l'assassinat en 2009 de Moss Phakoe, un membre de l'ANC, bien connu pour son franc-parler, dont un juge découvrit qu'il avait été commandité par Matthew Wolmarans, le maire de Rustenburg. Une fois encore, Lonmin et les autres grandes entreprises minières ont pu considérer l'Afrique du Sud comme un de ces nombreux pays du Tiers monde frappés par la « *malédiction des matières premières* », une expression qui place ces entreprises en mesure d'échapper aux poursuites pour meurtre grâce à leurs relations avec un pouvoir dictatorial et la protection de familles influentes (environs deux douzaines de dénonciateurs de la corruption, tel que Phakoe, ont été tués au cours des premières années de la présidence de Zuma [13]).

Et, bien entendu, faut-il ajouter les entreprises de la famille Zuma dont le nombre était estimé à 220 affaires. Il n'est pas surprenant d'apprendre, par exemple, que, aux côtés de la famille Gupta, qui a soutenu avec générosité le système Zuma, le fils, Duduzane, a été l'un des actionnaires de JIC, une des plus grandes entreprises spécialiste du travail temporaire de la ceinture des mines de platine (parfois appelée « casseur de travailleurs » bien que JIC réfute cette accusation et que la NUM soit reconnue au sein de cette firme). Pas plus qu'il n'ait été secret que l'entreprise minière Aurora, dont les propriétaires étaient le neveu du président, Khulubuse Zuma, associé à un petit-fils de Nelson Mandela et à l'avocat de Zuma, a joué un rôle important dans la dégradation environnementale et sociale de la région voisine où se situent les mines d'or. En effet cette entreprise minière détient le record absolu du nombre de méfaits écologiques et de conflits du travail de toute la période post apartheid. Ceci illustre comment les entreprises minières dirigées par les Blancs ont remis des gisements en voie d'épuisement, avec d'importants écoulements d'acide, aux mains de nouveaux propriétaires noirs qui étaient bien mal équipés pour faire face aux crises rendues inéluctables [14].

Ceci, à son tour, a été le résultat de la très affichée politique de dé-racialisation du capitalisme de l'apartheid. Comme l'écrivait en 2003 le directeur du Business Day, Peter Bruce : « *Le gouvernement est totalement séduit par les grandes affaires et ne peut voir plus loin que ses intérêts immédiats* » [15]. Ces intérêts immédiats ont consisté à faciliter l'accumulation du capital. « *Nous devons lutter pour créer et renforcer une classe de capitalistes noirs* » [16] affirmait Thabo Mbeki, en prenant la suite de Mandela en 1999, dans le but de doter l'ANC d'une solide majorité électorale pour les temps à venir.

Le COSATU, Malema, Ramaphosa et un parti déchiré au pouvoir

Immédiatement après Marikana, le temps est venu pour de nouveaux débats. La question portait sur la nature de l'Alliance tripartite au pouvoir : constituait-elle un arrangement de progrès ou de régression ? D'un côté, les syndicalistes de centre-gauche et les communistes, qui étaient proches du pouvoir, défendaient un *statu quo* politique. De l'autre, de façon plus critique, des progressistes indépendants étaient convaincus que les politiques sud-africaines devaient être orientées de manière plus tranchée. Au dessus de cette crise et de ces débats, l'ANC fut divisé entre les forces pro et anti Zuma. Cette division s'est répandue d'abord à l'intérieur du COSATU antérieurement à son congrès de septembre 2012, avant que Zuma n'écrase ses opposants et son vice président, Kgalema

Motlanthe, en remportant les trois quart des suffrages, lors du congrès de Mangaung du parti au pouvoir. C'est ce conflit politique qui a, initialement, paralysé la direction syndicale, étant donné le danger, pour le COSATU, que des forces centrifuges puissent être libérées sans que son populaire leader, Vavi, ne puisse les contrôler. Le bruit a même couru que la NUM, en contestant la direction de Vavi sur la base de ce que ses 300 000 membres étaient fortement en faveur de Zuma (la NUM est le syndicat le plus important du COSATU), a fait pression pour obtenir un soutien officiel du COSATU, soutien qui avait été précédemment refusé par Vavi [17].

De telles manœuvres politiques ont réduit le COSATU au silence au sujet de Marikana. Le poids de la NUM et les actions subversives parallèles d'autres responsables de syndicats membres rendaient trop difficile pour la fédération un soutien visible aux mineurs du platine, de l'or et d'autres mines. Dans tous les cas, comme le pensaient de nombreux syndicalistes conservateurs, ces grévistes engagés dans des grèves sauvages pouvaient conduire au cahot les institutions en charge des négociations sociales. Cette revendication pour obtenir une hausse des salaires était à la fois jugée extrême par la NUM qui s'y opposait et aussi finalement un succès dans le cas des courageux travailleurs de Marikana. Les 22 % d'augmentation qu'ont obtenu ces travailleurs, à un moment où l'inflation n'était que d'autour de 6 % l'an, après un mois de lutte, étaient remarquables.

Cependant, en manquant de prendre position immédiatement sur Marikana, le COSATU mobilisait beaucoup moins les travailleurs pour établir une solidarité face aux attaques conjointes de l'État et du capital transnational. Le COSATU fut simplement incapable d'intervenir lorsque tant de personnes appelèrent au passage d'une classique « guerre de position » à une « guerre de mouvement ». La longue inaction du COSATU envers Zuma pour établir de véritables relations rappelait à beaucoup le soutien qu'il lui a apporté au cours des jours sombres de 2005-07, marqués par les accusations de corruption et de rapt dont Zuma fut l'objet. Ce fut à ce moment, au moment de Marikana, qu'il est apparu au grand jour que le conservatisme du COSATU était devenu le principal obstacle au progrès social. Les faiblesses du COSATU se manifestaient à deux niveaux.

Tout d'abord, et en complète opposition avec la ligne du COSATU, Julius Malema, un ancien dirigeant des Jeunes de l'ANC a partiellement comblé le vide. Malema lui-même avait été partiellement discrédité pour son implication supposée dans des affaires de marchés publics truqués dans la province voisine de Limpopo. Cependant il s'est arrangé pour réunir 15 000 personnes en colère à Marikana, deux jours après le massacre et a exprimé de puissantes critiques contre Zuma, Lonmin et ses alliés, les capitalistes noirs, tel que Ramaphosa, actionnaire de Lonmin.

En second lieu et au même moment, la seconde des manifestations de la faiblesse du COSATU a été l'ascension vers le pouvoir de Ramaphosa au sein de l'ANC. Une telle renaissance de Ramaphosa paraissait virtuellement inconcevable après que la commission Farlam eut commencé ses travaux. À cette occasion, une série alarmante de révélations a été constatée, portant sur des E-mails à odeur de poudre adressés par Ramaphosa à des dirigeants de Lonmin et à des ministres, exactement 24 heures avant le massacre [18]. En révélant ces E-mails, l'avocat des 270 mineurs arrêtés, Dali Mpofu, expliquait :

« Il s'agit d'une longue suite d'E-mails, sur le même ton, encourageant effectivement une action appelée de circonstance pour agir contre ces criminels, dont l'unique crime était d'avoir réclamé une augmentation de salaire. Au cœur de cette affaire, il y eut directement une collusion toxique entre les services de police de l'Afrique du Sud et Lonmin. De manière approfondie, il faut bien parler de la collusion entre l'État et le capital et c'est ce phénomène qui est au centre de ce qui s'est produit là.

Cette collusion entre l'État et le capital s'est produite à de nombreuses reprises dans ce pays. En 1920, les mineurs ont déclenché une grève et le gouvernement de Jan Smuts les a traité avec rudesse et violence. Un des résultats de cette première grève fut de réduire l'écart entre les

rémunérations des mineurs blancs et celles des mineurs noirs avec pour effet l'abandon de l'accord de 1918 qui introduisait une discrimination suivant la couleur de la peau dans les mines. Cet abandon a conduit à une grève massive des mineurs blancs en 1922 et cette grève eut également affaire au gouvernement Smuts qui a engagé l'armée de l'air contre eux (200 personnes ont été tuées). Ceci est l'un des plus importants événements de l'histoire de ce pays. Et, en 1946, lorsqu'à l'initiative du syndicat des mineurs (African Mineworkers Union), 70 000 travailleurs ont entrepris une grève massive, le gouvernement a envoyé 16 000 policiers et a fait arrêter, comme il l'a fait aujourd'hui avec ces 270 mineurs que je représente, plusieurs d'entre eux sous une inculpation relevant d'une loi portant sur les mesures de guerre.

Ainsi ce qui s'est produit, cette collusion entre le capital et l'État, s'est produite de manière systématique dans l'histoire, la sordide histoire de l'industrie minière, dans ce pays. Une partie de cette histoire comprenait la collaboration des chefs de tribu qui furent corrompus et utilisés par des gouvernements oppressifs pour transformer des agriculteurs africains noirs indépendants en travailleurs esclaves. Aujourd'hui, nous avons une situation où ces chefs ont été remplacés par les partenaires noirs de ces mines qui continuent de porter le flambeau de cette collusion. » [19]

De manière prévisible, Malema a été récompensé rapidement en obtenant un soutien massif des mineurs de Marikana, qui s'est manifesté à deux occasions. Ainsi lors d'une cérémonie à la mémoire des victimes qu'il avait organisée, il a chassé plusieurs ministres du gouvernement de Zuma, venus exprimer leur respect envers les victimes. Mais à sa troisième visite à Marikana, la police lui a interdit d'user de son droit constitutionnel de s'adresser à une foule nombreuse. Ainsi Malema, appelant à une révision radicale de la distribution des revenus, était devenu momentanément une force qui ne pouvait être stoppée dans la zone minière des provinces du Nord-ouest et de Limpopo. À un tel point que trois semaines après le massacre, l'armée fut mise en état d'alerte simplement parce que Malema s'était adressé à des soldats mécontents [20].

Mais l'argent a toujours la parole en Afrique du Sud. En décembre 2012, le pouvoir de Malema était en déclin. Ramaphosa avait obtenu la vice-présidence du parti au pouvoir contre les deux principaux alliés de Malema, avec un peu plus des trois quarts des voix. Le COSATU était également très clairement en retrait avec Vavi appelant nerveusement Ramaphosa à ne pas agir en capitaliste. Malema lui-même s'était mis hors du rapport de force national en s'humiliant par sa signature d'une lettre collective adressée aux dirigeants de l'ANC, juste avant le commencement de la conférence de Mangaung. Dans cette lettre, ces signataires demandaient à être réintégrés dans les instances de l'organisation : « *nous restons membres de l'ANC et la soutenons loyalement. Nous avons la volonté d'être corrigés et guidés suivant ses principes* » [21]. Cette demande a été simplement repoussée par l'équipe de Zuma.

En plus d'exprimer un soulagement en voyant le sort de Malema, le milieu des affaires a ouvertement célébré la défaite des deux candidats anti Zuma, Tokyo Sexwale et Matthews Mantashe, face à Ramaphosa. Avec Ramaphosa devenant vice-président, Mantashe, le Secrétaire général de l'ANC, pouvait fanfaronner : « *Il ouvre des boulevards pour que l'ANC puisse s'entendre avec le milieu des affaires et, peut-être, limiter la suspicion de ce milieu pour qui l'ANC lui serait hostile, ce qui n'est pas le cas* » [22]. Il subsiste cependant quelques questions, telle celle de savoir si Ramaphosa pourrait être lui-même englouti par les comportements corrompus de l'équipe de Zuma. C'est précisément la question qu'a soulevé Bruce du *Business Day* : « *Il (Ramaphosa) peut apporter à Zuma une espèce de couverture de crédibilité du genre de celle que lui avait offert Trevor Manuel. Naturellement, autant Ramaphosa peut sauver Zuma, autant Zuma peut corrompre Ramaphosa, s'il ne peut desserrer les liens de ce qui apparaît être un régime établi de dépendances financières avec des amis de tous genres, ou des associés d'affaires qui voit dans le président une proie facile* » [23]. Le temps apportera la réponse à cette question.

Cependant la bruyante approbation en faveur de Ramaphosa par le milieu des grosses affaires, à la

fin de 2012, montre que la stratégie économique du « parler à gauche, aller vers la droite » de l'ANC a été bien comprise. Suivant les commentaires de Adam Habib : « L'ANC dit qu'il a pris en charge la transformation économique du pays. Si ceci est vrai, comment pouvez-vous élire un millionnaire comme vice-président ? Il a un admirable passé politique, mais son parcours en matière de transformations économiques est abyssal ». La probabilité pour que Ramaphosa ne change rien est conforme aux intérêts du monde des affaires mais de plus coïncide parfaitement avec les multiples antennes de son propre portefeuille, répandues sur toute l'économie sud-africaine, comme le signalait Mandy de Waal :

« Ramaphosa a des intérêts dans les ressources naturelles, l'énergie, les services financiers, l'agroalimentaire et le foncier. Shanduka a des investissements dans plusieurs des plus puissantes et influentes affaires d'Afrique du Sud (et dans plusieurs cas mondiales). Ceci comprend Macsteel, Scaw Metals SA, Lonmin (à travers Incwala resources), kangra Coal, Mc Donald's SA, Mondi Plc, Lace Diamonds, Pan African Resources Plc, Coca-Cola, Seacom, MTN, Bidvest, Standard Bank, Alexander Forbes, Investment Solutions, Liberty Group. À côté de son rôle de dirigeant auprès de Shanduka, il préside le conseil du Mondi Group et participe à celui de MTN ainsi que d'un certain nombre d'autres compagnies dans lesquelles Shanduka a des intérêts comme la Standard Bank et Bidvest. Il fait également partie du conseil de SABMiller ». [24]

Reconstruire à partir de la base

Avec Zuma réélu président de l'ANC à Mangaung et Ramaphosa comme vice président et supposé devenir son successeur en 2019, à la fin du second mandat de Zuma, l'agitation politique du parti au pouvoir a semblé se calmer. Le débat s'est déplacé à nouveau sur la confrontation de la société civile avec l'État et le capital. Au début de 2013, un appel à une grève nationale par les plus militants des mineurs n'a été que le reflet de leurs frustrations. Mais, à la fin de 2012, les forces en faveur d'un véritable changement n'avaient pas pu se réunir. Les perspectives pour que les travailleurs et les militants des communautés puissent s'unir à partir de la base nécessitent une plus grande attention. L'existence de telles unions à Marikana ou dans des villes minières comparables dépend de leurs capacités à faire face à une incessante répression policière, accompagnée d'une brutalité inqualifiable.

Cependant, la brève existence d'un mouvement féminin d'aide mutuelle parmi les épouses de mineurs, leurs amies aussi bien que d'autres femmes de la communauté appauvrie de Marikana a constitué un exemple d'un nouveau genre d'action politique partie de la base. Au moins une martyre est sortie de leur rang, Paulina Masuhlo, une conseillère municipale de Marikana, proche de l'ANC et de personnalité peu commune, qui avait pris partie pour les travailleurs. Elle a été atteinte par des balles en caoutchouc lors d'une opération de la police et de l'armée à Nkaneng le 15 septembre. Blessée au ventre et à la jambe, elle est morte des suites de ses blessures le 19 septembre. Au cours des dix jours suivants, la police et les représentants officiels de la municipalité qui usaient de pratiques bureaucratiques malveillantes se sont opposés aux tentatives de ces femmes d'organiser une longue marche de protestation à la mémoire de Masuhlo, de Nkaneng au poste de police de Marikana. Leur persévérance et le respect de la loi l'ont emporté. 800 d'entre elles ont pu demander justice dans une marche à participation exclusivement féminine, allant de Nkaneng au poste de police de Marikana, dans la dignité et sans incident, le 29 septembre.

Mais les opportunités politiques qui pourraient réunir les intérêts des travailleurs, de la communauté et des femmes (et peut-être un jour des défenseurs de l'environnement) dans le but d'améliorer les conditions de vie sont restées fragiles et faciles à perdre. Les hommes, travailleurs migrants, de manière typique assurent la subsistance de deux foyers et, de là, adressent des

ressources en argent vers la province de l'Eastern Cape, le Lesotho, le Mozambique et toutes leurs régions d'origine. Ce mélange accumulé de résidents de courte période et de résidents de longue durée parlant le Tswana a été rempli de risques de xénophobie et d'ethnicisme, sans oublier les relations de pouvoir entre les genres. La migration a aussi facilité l'apparition d'organisations criminelles liées au trafic de drogue, de la prostitution (et même du travail sexuel forcé), de formes traditionnelles de patriarcat, de croyances irrationnelles (comme par exemple l'utilisation de la médecine traditionnelle « muti » contre les balles), au même titre qu'elle a facilité la casse du travail socialement organisé et l'apparition de relations de surexploitation.

Il en résulte, comme nous l'avons vu plus haut, qu'il est extrêmement coûteux de nager dans un tel océan de pauvreté, avec, de plus, la micro finance qui conduit à une exploitation encore plus extrême des travailleurs. Il resterait à savoir si cette superposition de l'exploitation par les mines et de celle venue de la finance pourrait faire naître des réponses et des stratégies nouvelles. Par exemple, si de nouvelles versions des moratoires de la dette ou des cartels organisés de débiteurs, tels que les stratégies de « boycott des remboursements de traites » qui furent si pratiqués au début des années 1990 et dans lesquelles les emprunteurs se réunissaient pour donner plus de poids à un refus collectif de payer, pourrait être une réponse logique et donner lieu à la mise en place d'une résistance progressive, venue de la base, à Marikana comme dans tant d'autres situations similaires.

Les traditions de l'Afrique du Sud font que les politiques progressistes sont toujours en parallèle à des analyses socialistes classiques. Il en résulte que les méfaits capitalistes, Marikana n'en étant qu'un exemple, débouchent invariablement sur un appel pour une nationalisation des moyens de production. À la fin de 2012, Zuma, Shabangu et leurs alliés favorables au milieu des affaires ont réussi assez facilement à mener l'ANC à des bavardages stériles sur cette question, pas seulement parce que les propres ennuis de Malema avaient pris les proportions d'une crise, neutralisant ainsi sa voix. En effet, l'exclusion des faux radicaux de la Ligue des jeunes de l'ANC rendait inaudible la demande d'une nationalisation des ressources stratégiques émise par Irvin Jim, le secrétaire général de la NUMSA (National Union of Metalworkers of South Africa).

La nationalisation de Lonmin et des autres entreprises du platine aurait été un changement important, naturellement, puisque l'Afrique du Sud détient plus de 80 % des réserves mondiales de ce métal et que les brusques hausses de prix occasionnées par les grèves chez Lonmin, Implats et Angoplats, 30 % de hausse sur six semaines, suggéraient le fort potentiel dont disposerait un cartel du platine similaire au cartel pétrolier de l'OPEP. Le principal acheteur de platine était, en 2012, l'industrie automobile européenne, mais, comme la crise économique de l'Union européenne perdurait, la demande était devenue intrinsèquement molle. Cela signifiait que la menace de licenciement proférée par les principales entreprises minières devenait plausible : si les travailleurs ne reprenaient pas le travail, elles auraient simplement fermé les puits. La semaine même où Lonmin a accordé une grosse augmentation de salaire à plusieurs milliers d'opérateurs de forage de Marikana, les contrats à court terme de 1200 travailleurs n'ont pas été renouvelés par le même employeur.

Révolution, volte face et manœuvres d'arrière garde

Du fait de cette conjoncture politique emmêlée, l'issue la plus heureuse de Marikana devait se réduire à l'économique, à savoir l'augmentation de salaire arrachée par les grévistes. Ce n'était en aucune manière un exploit comme le dit Peter Alexander :

« Dans un autre contexte, des événements de ce type aurait conduit à l'arrêt du mouvement ou au moins à sa suspension. Mais ce n'est pas ce qui est arrivé ici. Au contraire, la grève s'est renforcée. »

Les travailleurs ont été traumatisés par les tribulations pour enterrer leurs morts dans des endroits très éloignés, les menaces de licenciements, le manque d'argent pour se nourrir, les attaques venant des syndicats et des politiques. Mais, vers le 7 septembre, la compagnie indiquait que la présence au travail était en dessous de deux pour cent et après elle a arrêté de donner des statistiques. Il y avait un état d'urgence non déclaré et le chef d'une communauté a été tué, mais les travailleurs ont poursuivi la lutte encore, et, le 18 septembre, ils ont accepté un accord qui les assurait de la victoire. Si la grève avait échoué, les gens qui se battent dans tout le pays contre la pauvreté et l'injustice auraient été intimidés. C'est le contraire qui s'est produit et, du point de vue de l'État et des patrons, le massacre a été une erreur manifeste, un énorme échec. Cependant, bien que 34 de leurs collègues aient été tués et beaucoup plus encore, blessés ou emprisonnés, les travailleurs ont trouvé la force de se rassembler et de décider que la grève devait continuer. Cela a été un des plus remarquables actes de courage dans l'histoire du travail en tous les lieux et de tous les temps ». [25]

Mais si, comme nous le rappelle Alexander, ces actes de courage étaient forgés par la frustration et la colère, ils ont aussi manqué d'un programme politique suffisamment fort et clair. Et un tel programme était nécessaire pour mobiliser les dizaines de millions de Sud-africains mécontents, d'en faire une force capable de briser les relations de connivence nouées entre l'État, le parti au pouvoir, l'aristocratie ouvrière, le capital parasitaire et les entreprises minières de Londres et de Melbourne. Pour certains, Marikana était potentiellement l'événement de rupture que les progressistes indépendants cherchaient depuis longtemps, un de ceux qui pouvait rendre plus visibles les tendances intrinsèquement anti sociales de la transformation des révolutionnaires en partenaires actifs de quelques unes des sociétés les plus immorales du monde, transformation voulue par le tandem ANC-Alliance. Et cette manière de voir était en effet celle mise en avant par la gauche sud-africaine par ailleurs extrêmement divisée.

Par exemple, certains groupes, associés au Front de la Gauche démocratique - à la base relativement large bien que non ouvrière - et à la Campagne de soutien à Marikana, ont organisé des réunions politiques régulières à Johannesburg et au Cap et aussi des actions de solidarité dans la ceinture des mines de platine. Néanmoins parce que la première de ces réunions à l'Université de Johannesburg, une semaine après le massacre de Marikana avait mis au programme un représentant important de la NUM (qui fut hué et mis à la porte), un autre groupe de gauche mené par le Collège Khanya de Johannesburg est parti fonder le mouvement « *We are all Marikana* » [26]. Résolument opposé à toute légitimation des pratiques de compromis de la COSATU, ce réseau rassemblait aussi des travailleurs ordinaires pour des sessions de formation (bien que sa dynamique ait paru ralentir dans le mois du massacre). Au contraire, un autre petit parti révolutionnaire était engagé dans un processus de recrutement de niveau plus élevé et de politisation à Marikana : le Mouvement Socialiste Démocratique (associé au Comité pour une Internationale des travailleurs). Cependant ses limites étaient aussi évidente car en décembre 2012, comme l'a reconnu son représentant : « *la modeste union de l'Internationale et du Parti socialiste, avec seulement 20 délégués présents, a concrétisé l'idée d'une alternative fondée sur le programme socialiste pour la nationalisation des centres stratégiques de l'économie dont l'industrie minière reste une composante clé* » [27].

Car les faits demeurent que, même si on a pu souvent parler de situation pré révolutionnaire en Afrique du Sud qui a un des taux de contestation les plus élevés du monde, le manque de rapport entre ceux qui revendiquent, reste le problème le plus critique. Et ce manque de rapport se retrouve dans la critique traditionnelle du néolibéralisme de l'ANC à la fin 2012. Un exemple critique a été le manque de tout effort réel pour coordonner la solidarité internationale. Il y avait là un vide énorme dans le travail politique lié à Marikana, une occasion perdue pour les Sud-africains, en dépit d'une volonté des ONG d'appeler la Banque mondiale à se dégager de Lonmin le lendemain du massacre [28] et du fait que au moins une douzaine de manifestations spontanées avaient eu lieu devant les ambassades et consulats d'Afrique du sud un peu partout dans le monde dans les jours

qui avaient suivi.

Il y avait pourtant l'espoir que le cas des femmes de Marikana, s'organisant en dépit des divisions ouvrières et communautaires pourrait constituer l'exemple dont la gauche élargie avait si désespérément besoin. Leurs efforts pour s'organiser allaient au delà de Marikana dès lors qu'elles aidaient à connecter des points sensibles partout dans la société, incluant des terrains voisins allant des coronas miniers aux luttes pour la terre dans les province du Nord-ouest, de Limpopo et de Gauteng. Cependant les femmes sud- africaines étaient aussi diverses et clivées ethniquement que le reste de la société : épouses, amies, mères, filles, sœurs, travailleuses de la santé, de l'éducation, prostituées, cuisinières, femmes de ménage, vendeuses. Cependant ces femmes avaient en plus la charge de gérer les traumatismes, de conseiller les victimes de violence et de fournir de l'entraide à tous ceux qui souffraient énormément, directement ou indirectement, de la réduction des rentrées d'argent dans les communautés du fait de la vague de grèves sauvages. En bref, comme dans d'autres secteurs de la société, il fallait beaucoup de travail politique pour faire naître parmi ces femmes une voix d'opposition véritablement cohérente.

La même chose peut être dite des « progressistes » en général. Ces gens-là ont longtemps été proches de l'ANC, en raison de la sympathie spontanément accordée à ce parti centenaire, mais après 1994, nombre d'entre eux ont poursuivi leur engagement pour l'émancipation principalement de l'intérieur de la société civile. Dans cet espace politique on trouvait des organisations qui ont bondi dans la brèche politique ouverte par Marikana en apportant le soutien qui était si nécessaire. Ceci inclut par exemple les Socio-Economic Rights Institute, Sonke Gender Justice, Studies in Poverty and Inequality, Students for Law and Social Justice, Treatment Action Campaign et la Section 27, (qui est ainsi nommée en référence à la Constitution du pays). Cependant ici encore, on peut se demander où est la cohérence, organisationnelle et idéologique, qui aurait pu créer une force cumulative et structurante.

Conclusion

La vague de grève a continué de s'étendre au cours de la fin de l'année 2012, peu importe ce qui est dit sur le leadership social. Les chauffeurs de camion ont reçu une augmentation supérieure à l'inflation en octobre 2012, après avoir eu recours à des méthodes quelquefois très violentes pour repousser les conducteurs « jaunes », et, dans le cours de l'action, ont créé des pénuries d'essence et de biens de consommation dans divers endroits du pays. Alors que les travailleurs de Toyota à Durban, les travailleurs communaux et aussi les travailleurs agricoles de la province du Western Cape s'engageaient également dans des grèves sauvages, personne ne prenait au sérieux les avertissements venant de Pretoria. Vers mars 2013, avec des vignobles incendiés par des travailleurs en colère, l'État et les plus gros fermiers ont accepté une augmentation de 52 % du salaire journalier (porté à 12 dollars). Cette combativité n'était pas nouvelle, bien sûr, puisqu'en septembre 2012, le Global Competitiveness Report du forum économique mondial classait l'Afrique du Sud en première position pour les mauvaises relations entre employeurs et employés (d'après une enquête faite avant Marikana) [29].

En partie à cause de ces luttes, les principales agences de notation ont commencé à dégrader la note du pays, par exemple jusqu'au niveau BBB pour Standard & Poor's. Les taux d'intérêt élevés qui en résultaient, à payer sur une dette extérieure énorme - environs cinq fois plus élevée en termes absolus, que celle héritée du régime d'apartheid en 1994 - ont créé encore plus de pression fiscale et de contraintes de remboursement pour les ménages et les entreprises. Étant donné la crise européenne et la vulnérabilité de l'Afrique du Sud, des taux de croissance du PIB beaucoup plus bas sont attendus pour 2013 et après. Et, au lieu de contrer cette perspective par la diminution des taux

directeurs de la banque centrale, comme cela était prévu à la fin 2012, la situation financière chahutée du pays a obligé à relever ces taux.

Ainsi, dans la période post Marikana la situation restait-elle insaisissable et il était impossible d'évaluer les forces qui émergeraient du chaos. Et c'est là que tous les discours du moment en Afrique du Sud (utilisant les termes de « nationalisme », « populisme », « stalinisme », « trotskisme », « autonomisme », « Black consciousness », « féminisme », « corporatisme », « libéralisme » et « néolibéralisme ») sont apparus inadaptés au besoin du moment, que ce soit dans la ceinture des mines de platine ou dans beaucoup d'autres lieux de travail ou de vie des communautés. Les idéologues n'ont pas avancé de vision qui pouvait sauver l'Afrique du Sud des pressions qui semblent devenir de semaine en semaine plus importantes.

Ce qui était certain, cependant, c'était l'évanouissement des dernières illusions : les forces de « libération » conduites par l'ANC ne conduiraient pas l'Afrique du sud à une authentique liberté et à une nouvelle société. Marikana a eu un effet durable et la nomination de Ramaphosa en décembre 2012 ne peut rien pour redonner foi dans le parti de gouvernement, plutôt le contraire. Dans les années à venir les contestataires continueront à chercher à échapper aux balles de la police et mettront sur le devant de la scène les questions socio-économiques et écologiques à partir de quoi le nationalisme néolibéral de l'ANC pourra soit déclencher une réaction carrément fasciste ou, plus vraisemblablement sous la mauvaise direction de Zuma, continuera de sombrer dans la confusion en présentant de temps à autre son mea culpa.

Patrick Bond, Centre for Civil Society, Université de KwaZulu-Natal, Durban

[6] On peut se reporter à : Lisa Steyn, « Marikana in debt sinkhole », Mail&Guardian, 7 septembre 2012 ; Ron Derby, « Could debt costs be behind pay demands ? », Business Day, 14 septembre 2012 ; Malcolm Rees, « Financially illiterate miners debt shocker », Moneyweb, 1 octobre 2012 ; Milford Bateman, « Microcredit and Marikana : How they are linked », The Star, 18 septembre 2012.

[7] Malcolm Rees, article cité, 2012.

[8] Dick Forslund, « Wages, profits and labour productivity in South Africa », Amandla, 24 janvier 2012, accessible sur le site :

[9] Lisa Steyn, article cité, 2012.

[10] Malcolm Rees, *ibid.*

[11] Patrick Bond, « Jim Yong Kim's trip to South Africa was just a PR exercise for the World Bank », The Guardian Poverty Matters (blog), 12 septembre 2012, accessible sur le site :

<<http://www.guardian.co.uk/global-de...>>

[12] Gavin Hartford, « The minig industry strike wave », manuscrit produit en septembre 2012, présenté à l'Amandla Colloquium , 18 novembre 2012

[13] Environmental Performance Index, sur le site : <<http://epi.yale.edu>>

[14] Pour des informations plus récentes sur cet aspect de la crise, on peut se reporter au site : <<http://www.corruptionwatch.org.za>>

[15] Xotela Mangcu, « Far cry from Biko's political approach », The Sowetan, 25 septembre 2012, accessible sur le site : <<http://www.sowetanlive.co.za/column...>>

[16] Peter Bruce, « South Africa needs a market economy », Business Day, 4 juin 2003, accessible sur le site : <<http://alafrica.com/stories/200306...>>

[17] Thabo Mbeki, « Speech of the President of South Africa, Thabo Mbeki, at the Annual National Conference of the Black Management Forum », Johannesburg, 20 novembre 1999, accessible sur le site : <<http://www.thepresidency.gov.za/peb...>>

[18] Ranjeni Munusamy, « Move to dislodge Vavi may fire back at Zuma », Daily Maverick, 13 août 2012 disponible sur le site : <<http://dailymaverick.co.za/article/...>>

[19] David Smith, « Ramaphosa has blood on his hands, say miners », The Guardian, 25 octobre

2012. Pour plus de détail on peut se reporter également à Sam Mkokeli, « Ramaphosa email a gift to his detractors », Business Day, 25 octobre 2012, disponible sur le site :

<<http://www.bdlive.co.za/national/po...>>

[20] Farlam Commission, « Transcription of the Commission of Inquiry : Marikana-Day 1 to 7, 1 to 31 October 2012 », disponible sur le site : <<http://www.seri-sa.org/images/stori...>>

[21] Andrea van Wyk, « Take a chill pill and sit down, Malema tells Defence minister », Eyewitness, 12 septembre 2012, disponible sur le site : <<http://ewn.co.za/2012/09/12/take-a-...>> .

[22] Communiqué, « Please take me back, i'll be good-Malema », City Press, 17 décembre 2012 ? disponible sur le site : <<http://www.>>

[23] Sam Mkokeli et Carol Paton, « Ramaphosa SA's prile minister, Business Day, 20 décembre 2012, disponible sur le site : <<http://www.bdlive.co.za/national/po...>>

[24] Peter Bruce, « Man of action Ramaphosa good for Zuma », Business Day, 19 décembre 2012, disponible sur le site : <<http://www.bdlive.co.za/opinion/col...>>

[25] Mandy de Waal, « Cyril Ramaphosa : ANC deputy, captain of industry », Daily Maverick, 20 décembre 2012, disponible sur le site : <<http://dailymaverick.co.za/article/...>>

[26] Peter Alexander et alii, op. cit. page 195.

[27] Voir le site : <<http://www.facebook.com/khanyaColle...>>

[28] Disponible sur le site : <<http://socialistsouthafrica.co.za/>> . L'approfondissement de la question par le WASP est disponible sur le site : <<http://www.pliticsweb.co.za/polioti...>>

[29] Center for International Environmental Law, « CIEL calls on World Bank to revisit investment in Lonmin », Washington, 17 août 2012, disponible sur le site :

<http://ciel.org/Law_Communities/lon...>

[30] World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2012-2013, Davos, septembre 2012, disponible sur le site : <<http://www.weforum.org/reports/glob...>>

P.-S.

* Informations et Commentaires, n° 162, janvier-mars 2013.

Notes

[1] Ronnie Kasrils, « The slayings grow more sinister », Amandla, septembre 2012.

[2] Peter Alexander, Thapelo Lekgowa, Botsang Mmope, Luke Sinwell et Bongani Xezwi, "Marikana : A View from the Mountain and a Case to Answer, Jakana", Johannesburg, 2012. Les différents reporters du Daily Maverick animent le « SA press corps », disponible sur le site : <http://www.dailymaverick.co.za>. September National Imbizo,, reflétant la conscience noire, a accusé les chercheurs blancs de ne pas accorder suffisamment de crédit à leurs découvertes, disponible sur le site : <http://septembernationalimbizo.org/bloody-marikana-what-the-media-didnt-tell-you> et <http://septembernationalimbizo.org/theft-of-sni-material-used-to-maintain-anti-black-agenda>

[3] Blade Nzimande, « Our condolences and sympathies to the Marikana and Pomeroy victims », SA Communist Party, Johannesburg, 24 août 2012 ; disponible sur le site : <http://www.sacp.org.za>

[4] Peter Bruce, « The thick end of the wedge », Business Day, 20 août 2012, disponible sur le

site :

<http://www.bdlive.co.za/opinion/columnists/2012/08/20/the-thick-end-of-the-wedge-the-editors-not-ebook>

[5] On peut se reporter à : Lisa Steyn, « Marikana in debt sinkhole », Mail&Guardian, 7 septembre 2012 ; Ron Derby, « Could debt costs be behind pay demands ? », Business Day, 14 septembre 2012 ; Malcolm Rees, « Financially illiterate miners debt shocker », Moneyweb, 1 octobre 2012 ; Milford Bateman, « Microcredit and Marikana : How they are linked », The Star, 18 septembre 2012.

[6] Malcolm Rees, article cité, 2012.

[7] Dick Forslund, « [Wages, profits and labour productivity in South Africa : A reply](#) », Amandla, 24 janvier 2012. Disponible sur ESSF (article 28763).

[8] Lisa Steyn, article cité, 2012.

[9] Malcolm Rees, ibid.

[10] Patrick Bond, « [artPatrick Bond, « Jim Yong Kim'... »](#) », The Guardian Poverty Matters (blog), 12 septembre 2012 Available on ESSF (article 28764).

[11] Gavin Hartford, « The minig industry strike wave », manuscrit produit en septembre 2012, présenté à l'Amandla Colloquium , 18 novembre 2012

[12] Environmental Performance Index, sur le site : <http://epi.yale.edu>

[13] Pour des informations plus récentes sur cet aspect de la crise, on peut se reporter au site : <http://www.corruptionwatch.org.za>

[14] Xotela Mangcu, « Far cry from Biko's political approach », The Sowetan, 25 septembre 2012, accessible sur le site : <http://www.sowetanlive.co.za/columnist/2012/09/25/far-cry-from-biko-s-political-approach>

[15] Peter Bruce, « South Africa needs a market economy », Business Day, 4 juin 2003, accessible sur le site : <http://alafrica.com/stories/200306040569.html>

[16] Thabo Mbeki, « Speech of the President of South Africa, Thabo Mbeki, at the Annual National Conference of the Black Management Forum », Johannesburg, 20 novembre 1999, accessible sur le site : <http://www.thepresidency.gov.za/pebble.asp?reid=2596&t=79>

[17] Ranjeni Munusamy, « Move to dislodge Vavi may fire back at Zuma », Daily Maverick, 13 août 2012 disponible sur le site : <http://dailymaverick.co.za/article/2012-08-13-move-to-dislodge-vavi-may-fire-back-at-zuma>

[18] David Smith, « Ramaphosa has blood on his hands, say miners », The Guardian, 25 octobre 2012. Pour plus de détail on peut se reporter également à Sam Mkokeli, « Ramaphosa email a gift to his detractors », Business Day, 25 octobre 2012, disponible sur le site : <http://www.bdlive.co.za/national/politics/2012/10/25/news-analysis-ramaphosa-e-mail-is-a-gift-to-his-detractors>

[19] Farlam Commission, « Transcription of the Commission of Inquiry : Marikana-Day 1 to 7, 1 to 31 October 2012 », disponible sur le site : <<http://www.seri-sa.org/images/stori...>>

[20] Andrea van Wyk, « Take a chill pill and sit down, Malema tells Defence minister », Eyewitness, 12 septembre 2012, disponible sur le site : <http://ewn.co.za/2012/09/12/take-a-chill-pill-malema-tells-defence-minister>.

[21] Communiqué, « Please take me back, i'll be good-Malema », City Press, 17 décembre 2012 ? disponible sur le site : <http://www.Citypress.co.za/news/buffalo-soldier-cyril-losed-out-20120414/>

[22] Sam Mkokeli et Carol Paton, « Ramaphosa SA's prile minister, Business Day, 20 décembre 2012, disponible sur le site : <http://www.bdlive.co.za/national/politics/2012/12/20/ramaphosa-sas-prime-minister-mantashe>

[23] Peter Bruce, « Man of action Ramaphosa good for Zuma », Business Day, 19 décembre 2012, disponible sur le site : <http://www.bdlive.co.za/opinion/columnists/2012/12/19/thick-end-of-the-wedge-man-of-action-ramaphosa-good-for-zuma>

[24] Mandy de Waal, « Cyril Ramaphosa : ANC deputy, captain of industry », Daily Maverick, 20 décembre 2012, disponible sur le site : <http://dailymaverick.co.za/article/2012-12-20-cyril-ramaphosa-anc-deputy-captain-of-industry>

[25] Peter Alexander et alii, op. cit. page 195.

[26] Voir le site : <http://www.facebook.com/khanyaCollegeMovementHouse/posts/139762889503120>

[27] Disponible sur le site : <http://socialistsouthafrica.co.za/>. L'approfondissement de la question par le WASP est disponible sur le site : <http://www.pliticsweb.co.za/polioticsweb/view/politicsweb/en/page71654?oid=347787&sn=d%C3%A9tail&pid=71616>

[28] Center for International Environmental Law, « CIEL calls on World Bank to revisit investment in Lonmin », Washington, 17 août 2012, disponible sur le site : http://ciel.org/Law_Communities/lonmin_17Aug2012.html

[29] World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2012-2013, Davos, septembre 2012, disponible sur le site : <http://www.weforum.org/reports/global-competitiveness-report-2012-2013>